

Merci Lula !

La nouvelle année coïncide avec la fin du mandat du président Lula. C'est désormais, Dilma Rousseff, la candidate du PT, élue en novembre qui sera la chef de l'Etat brésilien. Une première dans ce pays d'Amérique latine. Le «cône sud» poursuit sa réconciliation avec son histoire. Rousseff avait choisi la lutte armée contre la dictature, c'était le temps des années de plomb. Depuis 25 ans, le Brésil est redevenu une démocratie et un pays en devenir. L'élection de Lula, une vieille connaissance des gens de gauche qui s'intéressaient depuis longtemps au Brésil en 2002 avait donc eu quelque chose d'historique. Avant Morales, avant Chavez, bien avant Obama. l'espoir était grand, il ne fallait pas décevoir.

Ca n'arrive pas tous les jours qu'un président recueille plus de 80 % en termes de popularité en fin de deuxième mandat. On en connaît beaucoup, notamment ici qui en rêveraient.

Nous l'avions rencontré lors de la campagne de Lionel Jospin pour l'élection présidentielle de 2002. Il était venu à l'Atelier de campagne, puis il avait fait un discours très remarqué lors d'un meeting à Bordeaux. Lors de sa campagne, à l'automne de la même année, on lui demanda de supprimer les images de Jospin de ses clips de campagne puisque le candidat socialiste avait perdu. Lula refusa.

Lula, l'ancien métallo, qui avait combattu la dictature, fondé un syndicat, la Centrale unique des travailleurs (CUT) et un parti de masse, le Parti des travailleurs, regroupant l'essentiel des courants de la gauche, était donc devenu le président de son pays. Réélu en 2006, il laisse sa marque dans l'Histoire, avec à son actif, un bilan globalement positif. La pauvreté a reculé fortement. La croissance a explosé. Le Brésil s'est hissé au rang des grands, interlocuteur écouté des principaux dirigeants de la planète. Bien sûr, il reste des combats à mener. La criminalité n'a pas été éradiquée par exemple, mais en huit ans, comme on dit, «tous les indicateurs sont au vert». Bien sûr, il faut que ce développement soit durable. Bien sûr, il y en a qui verront surtout le verre à moitié vide, mais Lula a prouvé que la gauche durable cela existe. Tenir ses promesses c'est possible. Etre audacieux dans les propositions, c'est raisonnable. Proposer un autre chemin dans la mondialisation c'est faisable. Lula restera probablement le symbole de ce que le multilatéralisme et la gauche vont de pair. Il n'était pas « écrit » que Lula réussisse. Il pouvait trahir, changer de cap devant la difficulté, se compromettre. Ce n'est

pas, à l'évidence ce qui s'est produit. Le lulisme c'est d'abord un pragmatisme. Un réalisme de gauche. Pas une posture protestataire à la Chavez, mais une prise en compte du réel avec la volonté de créer richesses avant de les redistribuer. Lula a su être un passeur, il a transmis à Dilma une présidence et une majorité parlementaire et un pays, Le Brésil qui a émergé et il est devenu une puissance avec laquelle, désormais il faut compter.

2011, chacun le sens, sera pour la France une année de transition avant le grand rendez-vous présidentiel et législatif de 2012. Mais pour ne pas rater 2012, il faut réussir 2011.

Le bilan de la présidence Sarkozy sur la scène européenne et internationale et tel que le projet européen et international du PS sera déterminant pour l'avenir. En effet, s'il y a un président ou une présidente de gauche en 2012 en France, on attendra beaucoup de lui en ce qui concerne la relance de l'Europe.

Le secrétariat international poursuivra son action de renforcement de la voix du PS dans les débats européens et internationaux, de ses liens avec les partis socialistes du monde entier et de travail au sein du PSE et de l'Internationale socialiste.

Cela commencera dès le mois prochain avec la présence des socialistes au Forum social mondial de Dakar, après les événements en Tunisie et en Algérie que nous continuons de suivre de très près.

Nous continuerons à décrypter le monde, à l'interpréter pour mieux le transformer chaque semaine dans *Nouvelles internationales*.

L'internationalisme, en cette nouvelle année, plus que jamais, n'est pas qu'un mot ou une intention, c'est une pratique politique au service de la paix entre les peuples, la justice sociale et la démocratie.

Bonne et heureuse année 2011 à vous et à vos proches.

Jean-Christophe Cambadélis
secrétaire national à l'Europe et à l'International

CÔTE D'IVOIRE

La crise après la crise

Le deuxième tour de l'élection présidentielle ivoirienne s'est tenu le 28 novembre dernier. Le résultat de cette élection est très net. Avec 54.1% des voix, Alassane Ouattara l'a emporté sur le président sortant Laurent Gbagbo, soit 2.48 millions de voix contre 2.11 millions.

L'ONU, mandatée pour cela par son conseil de sécurité mais aussi, on l'oublie trop souvent, par les partis ivoiriens eux-mêmes (signataires des accords de Pretoria de 2005), était chargée de la certification des résultats de cette élection. Le représentant spécial de l'ONU chargé de cette mission, Young-Jin Choi, a confirmé le score annoncé par la commission électorale indépendante. L'ONU a construit minutieusement sa certitude en suivant plusieurs démarches parallèles qui ont toutes confirmé la victoire de Ouattara : surveillance directe de 721 bureaux de vote, soit un échantillon extrêmement représentatif du corps électoral ivoirien, vérification des 19 procès-verbaux régionaux puis des 20.000 procès verbaux issus des bureaux de vote. L'ONU, en éliminant tous les procès verbaux présentant un défaut apparent ou en l'absence d'un représentant de la majorité présidentielle sortante, certifie la réalité de la victoire d'Alassane Ouattara.

Le conseil constitutionnel ivoirien, en décidant de purement et simplement annuler les résultats de sept départements (Bouaké, Korhogo, Ferkessedougou, Katiola, Boundiali, Dabakala et Séguéla), a néanmoins pris la responsabilité de déclarer vainqueur Laurent Gbagbo, qui a prêté serment dans la précipitation le 4 décembre. Pour appuyer sa décision, le conseil constitutionnel invoque des violences dans Nord du pays et l'intimidation subie par des électeurs. Dans les sept départements annulés, Ouattara a recueilli 544 000 voix contre 53 000 pour Gbagbo selon la CEI. En privant Ouattara de 500 000 voix de marge, il permettait alors à Gbagbo d'afficher une légère avance au plan national (écart de 120 000 voix).

Ce qu'on peut reprocher au conseil constitutionnel, ce n'est pas d'être présidé par un proche de Laurent Gbagbo : la situation existe dans de nombreux autres pays. Ce qui est plus grave, c'est qu'il n'ait pas respecté le code électoral qu'il est censé appliquer. L'article 64 du code électoral précise en effet que le conseil constitutionnel peut annuler un scrutin si les irrégularités constatées sont de nature à entacher la validité du résultat : il doit alors convoquer des élections dans un délai de 45 jours. Comment peut-on sérieusement affirmer que l'annulation des résultats dans sept départements, où Alassane Ouattara avait obtenu 364 000 voix de plus que Gbagbo au premier tour (résultat validé par le conseil constitutionnel soit dit en passant) ne serait pas susceptible de faire changer le résultat d'une élection que Gbagbo prétend avoir emportée avec 120 000 voix d'avance ?

Annuler les résultats de sept départements est profondément anti-démocratique : 717 000 électeurs ivoiriens y résident et leur dénier le droit de voter est injustifiable. S'il y avait des erreurs dans les résultats électoraux en Rhône-Alpes et en PACA lors d'une élection présidentielle, imaginerait-on de purement et simplement annuler les résultats de ces deux régions et déclarer vainqueur un candidat qui aurait une petite marge dans le reste du pays ? Ce serait évidemment une solution grotesque et révoltante, qui équivaldrait à refuser

leur citoyenneté aux électeurs des régions aux votes invalidés. C'est ce qui s'est produit en Côte d'Ivoire, décision à la fois tragique et ridicule.

L'accusation de manipulation étrangère ne tient donc pas : le conseil constitutionnel a d'abord trahi l'esprit et la lettre de la loi ivoirienne. Si le conseil avait été respectueux de la loi de son pays, il n'avait que deux possibilités : valider la victoire d'Alassane Ouattara (ce qui était la seule décision crédible compte tenu de l'écart considérable de voix) ou reconvoquer des élections en apportant la preuve que la marge d'erreur finale était supérieure à l'écart brut de voix entre candidats. Si le conseil constitutionnel ne l'a pas fait, c'est très probablement moins par ignorance du droit que parce que le résultat politique de l'élection est politiquement clair : le soutien à Laurent Gbagbo est réel mais minoritaire en Côte d'Ivoire et un deuxième vote d'y changerait rien.

Que faire dès lors que la majorité présidentielle sortante a choisi le passage en force ?

Appeler à de nouvelles élections aurait eu une certaine cohérence juridique et aurait pu permettre à Laurent Gbagbo de sauver la face, mais celui-ci a choisi de décrédibiliser cette possibilité en prêtant serment à la hâte, piteusement et sans aucun soutien international significatif.

Les sanctions internationales contre les personnes impliquées dans les violences qui secouent la Côte d'Ivoire depuis le deuxième tour, ou ceux qui ont ridiculisé l'ONU et sa certification, sont moralement satisfaisantes mais ces sanctions seront aussi très insuffisantes pour faire respecter la voix des Ivoiriens. Laurent Gbagbo tient aujourd'hui les rênes de l'armée, de la gendarmerie et de la télévision, mais son pouvoir est fragile et entièrement dépendant de la conservation de la maîtrise du robinet financier. Il est donc indispensable que les acheteurs de pétrole et de cacao ivoirien cessent d'alimenter les comptes de l'Etat Gbagbo : que ces ressources soient gelées sur des comptes destinés *in fine* à la République de Côte d'Ivoire serait efficace et légitime. Le blocage des comptes ivoiriens à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest est également utile. Laurent Gbagbo avait annoncé son souhait de « gagner ou de gagner » cette élection : il a déjà terni sa réputation et raté sa sortie. Des actions vigoureuses sont plus que jamais nécessaires pour éviter que cette dérive personnelle n'entraîne la Côte d'Ivoire plus loin encore dans la crise.

L'idée d'intervention militaire extérieure doit en revanche être maniée avec précaution, tout comme les peu crédibles ultimatums fixés par tel ou tel pays. La CEDEAO et l'ONU sont sans conteste les instances les mieux placées pour décider d'une intervention militaire africaine ou de casques bleus, mais ne négligeons pas les risques de guerre civile meurtrière qui en résulteraient. Gbagbo a perdu, mais ses forces militaires et miliciennes restent nombreuses. Il faut donc d'abord essayer de raisonner le président sortant, sanctionner ses proches et ses alliés, assécher les finances de son gouvernement autoproclamé, bref, isoler plutôt que défier. La rhétorique nationaliste a trop de poids en Côte d'Ivoire pour qu'il soit utile de la renforcer par des déclarations belliqueuses de pays étrangers.

Quelques mots, enfin, sur la crise en Côte d'Ivoire vu de la gauche française. Laurent Gbagbo a des soutiens en France. Pour l'essentiel, ils ont été constitués au début des



**Nouvelles
Internationales**

Bulletin du Secrétariat Europe - International du Parti socialiste

années 1990, quand Gbagbo était le démocrate défenseur du multipartisme et Ouattara l'allié d'Houphouët Boigny. Ces soutiens étaient, en leur temps, parfaitement compréhensibles et légitimes. Mais les temps ont bien changé et les excuses que trouvent encore de (rares) socialistes à Laurent Gbagbo sont totalement injustifiables. Comment être socialiste et ne pas défendre jusqu'au bout l'idée de démocratie en Afrique ? Comment peut-on se prétendre internationaliste et contester l'ONU, échafauder des théories du complot et cautionner des dérives ultra-nationalistes ? Qu'on aime ou non Ouattara n'est pas le problème. Qu'il soit proche de Nicolas Sarkozy non plus. Qu'il y ait eu une inexcusable tentative de coup d'Etat en 2002 n'est plus le sujet. Les ivoiriens se sont exprimés en 2010 et le verdict est tombé : la stratégie politique de division de l'opposition menée par Gbagbo a échoué. Ouattara a réussi un important score de premier tour, a rassemblé l'opposition au second et l'a donc emporté. On voit mal quel intérêt aurait l'ONU à choisir un candidat plutôt qu'un autre : ceux qui la critiquent n'ont jamais apporté la moindre réponse un tant soit peu convaincante à cette question... Dès le 2 décembre, le PS exprimait une position très claire en appelant le pouvoir en place à respecter les résultats de l'élection, puis en reconnaissant la victoire de Ouattara et en appelant au départ sans délai de Laurent Gbagbo que ce soit par des communiqués de la première secrétaire ou du secrétariat international du PS. Ceux qui avaient soutenu Gbagbo avant son coup de force (Jack Lang notamment), l'appellent aujourd'hui à partir. L'internationale socialiste (IS), dont fait partie le FPI de Laurent Gbagbo, reconnaît aussi la victoire de Ouattara.

Des avis individuels divergents restent. Faut-il les sanctionner ? De mon point de vue, oui. Le soutien public à un autocrate me semble être au moins aussi grave que les commentaires de feu George Frêche sur la composition de l'équipe de France de Football, qui lui avaient valu une exclusion du PS. J'ai d'ailleurs du mal à imaginer qu'un tel soutien serait accepté s'il s'était agi d'un pays situé ailleurs qu'en Afrique.

Th. M

ENTRETIEN

« L'Europe manque de dirigeants »

Le Monde.fr et Le Monde (daté mercredi 8 décembre 2010) publient conjointement, en exclusivité française, un entretien avec Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand (SPD, 1974-1982), réalisé par l'Omfif (Official Monetary and Financial Institutions Forum).

Depuis de nombreuses années, l'Allemagne mène deux politiques parallèles : attachement à la stabilité monétaire et financière d'une part, engagement à l'égard de l'intégration européenne de l'autre. Avec la crise en cours dans l'union économique et monétaire, estimez-vous que ces deux politiques ne sont plus compatibles ?

Permettez-moi d'abord de dire un mot du contexte politique d'ensemble.

Je ne parlerai pas du gouvernement britannique – il vient d'entrer en fonction et je n'en connais pas les dirigeants. Aussi ma réponse ne concernera pas la Grande-Bretagne.

Mais je dirais que, d'une manière générale, l'Europe manque de dirigeants. Il lui manque des personnalités, à la tête des Etats nationaux ou dans les institutions européennes, qui aient une maîtrise suffisante des questions nationales et internationales et qui fassent preuve d'une capacité de jugement adéquate. Il existe bien sûr quelques exceptions, comme le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, mais le Luxembourg pèse d'un poids trop faible pour jouer un rôle substantiel.

Pour en revenir plus précisément à votre question, je ne pense pas que les Allemands en général ni la classe politique allemande aient renoncé à la stabilité. Les conditions qui ont prévalu en 2008, 2009 et 2010 les ont contraints – comme quasiment tout le monde – à trahir leurs idéaux de stabilité, mais cela n'était pas le résultat de leur libre volonté mais du ralentissement économique.

J'ajouterai que l'actuel gouvernement allemand est composé de gens qui apprennent leur métier sur le tas. Ils n'ont eu jusqu'ici aucune expérience des affaires politiques ou économiques mondiales. Le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, est un homme auquel je souhaite de réussir et pour lequel j'éprouve un profond respect. Il a une bonne compréhension des problèmes budgétaires et fiscaux. Mais en ce qui concerne les marchés monétaires internationaux, les marchés des capitaux, le système bancaire, la surveillance des banques ou les banques fantômes, tout cela est nouveau pour lui. Il en va de même pour Angela Merkel. Loin de moi l'idée de critiquer M. Schäuble ou Mme Merkel, mais nous avons besoin d'avoir aux postes de responsabilités des gens qui comprennent le monde économique d'aujourd'hui.

Certains pensent que le problème est plus profond que cela. D'après eux, ce fut une erreur fondamentale dès le départ de s'engager dans une union monétaire sans procéder à une union politique, sans même avoir une perspective d'union politique.

C'est ce que la Bundesbank répète depuis trente ans. Au fond d'eux-mêmes, ces gens sont des réactionnaires. Ils sont hostiles à l'intégration européenne.

A qui pensez-vous exactement ? Qui avez-vous en tête, puisque des hommes comme Hans Tietmeyer [président de la Bundesbank de 1993 à 1998] ne jouent plus un rôle important...

Mais ses successeurs, à une exception près peut-être, ont des positions réactionnaires vis-à-vis de l'intégration européenne. On ne peut pas vraiment dire qu'ils ont une pensée libérale. Ils ont une tendance excessive à agir et réagir en fonction des seuls intérêts nationaux et n'ont pas compris la nécessité stratégique de l'intégration européenne.

On connaît l'expression : « *Beim Geld hört die Freundschaft auf* » [l'amitié s'arrête avec l'argent]. On a le sentiment que l'on demande aujourd'hui aux Allemands, en tant que collectivité, de venir en aide aux Etats moins fortunés. Et les Allemands ont beaucoup de mal à l'accepter.

L'erreur a été commise à l'époque de Maastricht, en 1991-1992. L'Europe comprenait alors douze Etats membres. Et ceux-ci ne se sont pas contentés d'inviter les autres pays à entrer dans l'Union européenne, ils ont également inventé l'euro et invité chacun à devenir membre de la zone euro. Or cela a été fait sans préalablement modifier ni clarifier les règles. C'est là que de grandes erreurs ont été commises. Et nous pâtissons

aujourd'hui directement des conséquences de cette omission à fixer des règles.

Les Etats de l'Union européenne auraient-ils dû limiter l'euro à un petit groupe de pays ?

C'est mon avis – et ils auraient également dû définir plus précisément les règles de conduite économique des participants. Ce que l'on appelle le pacte de stabilité et de croissance n'est pas un texte ayant force de loi. C'est juste un accord entre gouvernements. Et il est très regrettable qu'au début de ce siècle, la France et l'Allemagne aient enfreint les règles de ce pacte. Mme Merkel voudrait corriger ces erreurs, mais ses chances d'y parvenir sont faibles, notamment parce qu'elle manque de sens diplomatique.

En son for intérieur, Hans Tietmeyer ne voulait pas que les Italiens entrent dans l'union monétaire. Dans les années 1990, vous l'aviez critiqué en le qualifiant de nationaliste allemand parce qu'il affirmait que l'Europe avait besoin d'un noyau dur. N'est-ce pas précisément ce que vous recommandez à présent ?

Beaucoup de choses se sont passées entre-temps – la mondialisation de la spéculation, la mondialisation de l'argent et des marchés des capitaux, la mondialisation des instruments financiers. Nous avons assisté au rejet du projet de Constitution européenne, nous avons conclu ce complexe traité de Lisbonne. Beaucoup de choses se sont passées et, dans le même temps, les personnalités capables de jouer un rôle dirigeant se sont faites de plus en plus rares. Jacques Delors était quelqu'un de très important. Il a été remplacé par des gens dont personne ne connaît vraiment le nom.

Il s'est passé la même chose au niveau des secrétaires permanents, des commissaires, des premiers ministres et de... comment s'appelle-t-il déjà... Van Rompuy ? Lequel a paraît-il une secrétaire aux affaires étrangères – une Anglaise dont on peut aisément se passer de connaître le nom. La même chose est vraie, plus ou moins, du Parlement européen. La seule personnalité qui émerge dans les institutions européennes est Jean-Claude Trichet. J'ignore s'il est en position de force au sein de la Banque centrale européenne, mais autant que je puisse en juger, il n'a commis jusqu'ici aucune erreur notable.

Mais son temps est compté. Son mandat s'achève fin octobre 2011 et ne peut être renouvelé.

Oui, je sais. Mais il est totalement indépendant. D'une certaine manière, cela pourrait lui permettre de s'exprimer en toute liberté. Le problème est de savoir qui lui prêtera attention alors qu'il doit quitter son poste dans moins d'un an.

Le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet a déclaré que les nouvelles règles représentaient «un renforcement fondamental des normes mondiales de fonds propres».

Le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet a déclaré que les nouvelles règles représentaient «un renforcement fondamental des normes mondiales de fonds propres».

La Grèce et le Portugal ont intégré l'union monétaire avec une balance extérieure nette plus ou moins égale à zéro : leurs actifs extérieurs et leurs dettes extérieures étaient plus ou moins équivalents. Ensuite, ils ont enregistré chaque année

pendant une dizaine d'années des déficits des comptes courants équivalant à 10 % de leur PIB. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que leur dette extérieure nette atteint aujourd'hui 100 % de leur PIB.

La question qu'il faut se poser est : comment se fait-il que personne n'ait rien remarqué – ni à Bâle [siège de la Banque des règlements internationaux], ni à Bruxelles, ni dans un quelconque bureau des statistiques ? Personne ne semble avoir compris.

Soit dit en passant, pendant une longue période, l'élite politique allemande n'a pas compris que nous enregistrons des excédents dans nos comptes courants. Nous, Allemands, faisons la même chose que les Chinois – la grande différence étant que les Chinois ont leur propre monnaie, ce qui n'est pas notre cas. Si nous avions notre propre monnaie, elle aurait été réévaluée à l'heure qu'il est.

Garder le deutschemark, comme le souhaitait Tietmeyer, aurait, au moins une fois sinon deux au cours des vingt dernières années, provoqué une spéculation contre le deutschemark d'une ampleur pire que ce à quoi nous avons assisté avec la Grèce ou l'Irlande.

Jusqu'à présent je reste totalement favorable à l'idée d'une monnaie commune, même si les dirigeants européens ont échoué à fixer des règles et ont commis l'énorme erreur d'accueillir n'importe qui.

Je pense qu'il existe une probabilité d'au moins 51 % pour qu'au cours des vingt prochaines années on voie émerger un noyau dur au sein de l'Union. Ce noyau comprendrait les Français, les Allemands, les Néerlandais – pour ce qui est des Italiens, j'ai quelques doutes. Je suis pratiquement sûr que les Britanniques n'en feront pas partie, et la même chose pourrait être vraie des Polonais. Il ne s'agirait pas d'un noyau dur défini par des documents écrits, mais d'un noyau dur de facto, pas de jure. Et, bien entendu, on y trouverait les Etats du Benelux, l'Autriche, et probablement le Danemark et la Suède...

Je sais que vous avez souvent déclaré que, si les Allemands gardaient le deutschemark, ils se rendraient très impopulaires auprès du reste du monde ; leurs banques et leur monnaie seraient les numéros un mondiaux, tous les autres pays seraient contre eux, et c'est pourquoi l'Allemagne devrait adopter l'euro afin de s'intégrer à une vaste dynamique européenne.

Tout cela est assez ironique, parce que certains disent que l'Allemagne a beaucoup profité de l'euro du fait que le deutschemark a été maintenu à un niveau faible, et que cela a aidé les exportations allemandes... Je me demande si le soi-disant bénéfice que nous avons retiré de l'adoption de l'euro est réellement un bénéfice.

Je me demande si le fait de présenter des excédents permanents des comptes courants constitue vraiment un avantage. Sur le long terme, cela n'a rien d'avantageux... parce qu'à long terme ces actifs devront être dépréciés car ils ne seront pas remboursés... Oui... cela signifie que vous vendez des marchandises et que tout ce que vous obtenez en échange, c'est de la monnaie papier qui sera un jour ou l'autre dévaluée, et que vous devrez rayer de votre bilan. C'est pourquoi vous privez votre propre pays de produits que, dans d'autres circonstances, la population aimerait consommer.

Diriez-vous que dans vingt ans, au cas où un noyau dur

émerge, la monnaie serait plus forte qu'aujourd'hui ?

Ce noyau dur ne se limiterait sans doute pas au domaine des monnaies, mais interviendrait probablement sur le terrain de la politique étrangère à mener par exemple vis-à-vis de la Chine, de l'Iran, de l'Afghanistan ou d'une nouvelle coalition d'Etats musulmans. La constitution d'une telle coalition de pays musulmans est l'un des grands dangers du XXI^e siècle. Si un président américain voulait larguer une bombe atomique sur l'Iran, les Européens seraient suffisamment forts pour refuser de se ranger aux côtés de Washington. Aujourd'hui, en Europe, personne n'est assez puissant pour pouvoir prendre une telle position.

Parlons un peu de la France. Les Français penchent en permanence dans deux directions contradictoires – vers le Sud, mais aussi vers l'Allemagne. Pensez-vous que l'on puisse dire de façon irréfutable que la France choisira toujours de se ranger aux côtés de l'Allemagne dans une union monétaire plus resserrée et plus compacte ?

C'est difficile à dire. J'en estimerais la probabilité à 51 % – ce qui laisse 49 % d'incertitude. Je ne suis pas prophète. Je ne sais pas. Cela dépend beaucoup du comportement des Allemands. A l'époque où j'étais au pouvoir, je laissais toujours les Français me précéder sur le tapis rouge. Je ne suis jamais apparu comme leader, sauf une fois – au sujet des missiles nucléaires à moyenne portée qui étaient braqués sur les villes allemandes –, et cela m'a finalement coûté mon poste.(...)

EUROPE

Censure de la presse : la Hongrie se lâche, Barroso se cache

Alors que la Hongrie accède pour la première fois à la présidence de l'Union européenne, ce pays a décidé de promulguer, il y a une dizaine de jours, une loi qui restreint la liberté de la presse. Les médias publics et les sources des journalistes sont sous le coup d'une menace sans précédent depuis le retour de la démocratie, il y a vingt ans. Le pouvoir – une majorité de droite ultraconservatrice soutenue par l'extrême droite – veut-il tirer un nouveau rideau de fer entre les démocraties où la presse est libre et les démocrates où la presse est « sous contrôle » ?

Ce qui est encore plus grave, c'est le silence accablant de la Commission européenne dont la majorité des membres, il est vrai, est membre du même parti européen, le PPE, que celui qui est au pouvoir en Hongrie, à savoir la Fidesz. Est-ce la tentation d'en faire autant ailleurs dans l'Union ?

L'Europe trahit ses valeurs quand elle se tait face aux atteintes à la démocratie.

Le Parti socialiste appelle les parlementaires européens à faire pression sur le gouvernement hongrois pour le forcer à reculer. Les socialistes apportent leur soutien aux progressistes hongrois, notamment aux camarades du MSzP et à tous ceux qui luttent dans le monde pour une presse libre et indépendante.

Jean-Christophe Cambadélis

Bilan des élections locales en Grèce

Ces élections, victorieuses pour le PASOK, avaient deux enjeux : d'abord, la mise en place d'une décentralisation poussée depuis toujours par la gauche. Une loi a été votée en Juin de cette année, la loi de Kallikratis (au nom d'un grand architecte du Vème siècle avant JC). Cette décentralisation s'accompagne d'une réduction d'échelons, dont l'objectif principal est devenu aujourd'hui la réduction des dépenses publiques. Le nombre de communes est considérablement diminué (de 1033 à 326), et la place des régions est renforcée. Les maires et les futurs présidents de région (les « périphériarches », au nom de 13), voient leurs attributions et leurs budgets augmentés. Il s'agira de véritables auto-gouvernements disposant de moyens conséquents. L'espoir de cette réforme est également d'augmenter la transparence dans la gestion régionale, et de lutter ainsi contre la corruption qui était très présente à l'échelon préfectoral.

L'autre grand enjeu a été le degré d'approbation de l'action du gouvernement Papandréou, en place depuis Octobre 2009. Victorieux lors de sa 3ème tentative d'accéder au poste de premier ministre, Papandréou a été confronté à une crise sans précédent, nécessitant une intervention conjointe de l'UE, la BCE et le FMI (les Grecs l'appellent « la Troïka ») pour un montant de 110 milliards € mis à disposition par tranches jusqu'en 2012. La mise sous tutelle des finances publiques est, bien évidemment, très mal vécue par les Grecs. Elle s'accompagne de mesures de rigueur qui affectent avant tout les fonctionnaires (1 salarié grec sur 4 est fonctionnaire), mais également les consommateurs (tous les taux de TVA ont été relevés, le taux maximal atteignant désormais 23%), les chômeurs, dont le nombre a fait un bond de +25% en 2010, et les retraités. Les objectifs affichés pour 2010 ne seront néanmoins pas atteints (-9,4% de déficit budgétaire pour 2010, contre les -8% visés), et ce, en raison d'une réévaluation des déficits des années antérieures (le chiffre s'établissait finalement à -15,4% pour 2009). La situation demeure donc critique, et la partie économique est loin d'être gagnée.

C'est la raison pour laquelle c'était une élection à haut risque pour le gouvernement. Papandréou, qui affirme régulièrement que son sort personnel compte peu face à la situation du pays, a, quelques jours avant le scrutin, averti qu'il y aurait des élections législatives anticipées en cas de mauvais résultats pour le PASOK. Perspective qui a affolé les marchés et les dirigeants de la Troïka, car le plan de rigueur nécessite une stabilité gouvernementale.

L'élection a été un véritable triomphe pour le pouvoir en place. 8 sur 13 régions ont été emportées par un candidat du PASOK, dont la plus grande région, l'Attique, qui rassemble un quart de la population du pays. Encore plus emblématiques, les deux plus grandes villes du pays, Athènes et Thessalonique, ont viré à gauche, après plus de 25 ans de mairies de droite dans les deux cas.

Plusieurs explications à ce résultat, un peu inattendu, sont valables : Tout d'abord, la droite n'a convaincu personne. Le fort taux d'abstention (presque 51% et ce, malgré le vote obligatoire en Grèce) montre que beaucoup d'électeurs de droite n'ont pas voulu se déplacer. Ils ne se sont pas déplacés parce qu'ils ont probablement estimé que les critiques virulentes du leader Antonios Samaras ne font pas avancer le pays. En effet, Samaras, désigné chef du parti Nouvelle Démocratie (ND) en Décembre 2009 lors de primaires ouvertes, a jusqu'à maintenant brillé par son absence total de coopération dans

les moments les plus difficiles du pays depuis la 2nde guerre mondiale. Sa rivale principale à droite, l'ancienne maire d'Athènes Dora Bakoyanni, a d'ailleurs été exclue du parti en raison de son soutien au programme gouvernemental, et vient de créer un parti de tendance centriste, avec sept autres ex-députés de la ND.

Les communistes (KKE) sont restés sur une ligne d'opposition totale, et préconisent avant tout la sortie de la Grèce de l'UE. Leur leader, Aleka Papariga, dénonce les coupes budgétaires, le soutien aux banques et la libéralisation de la législation du travail.

La gauche radicale (SYRIZA), traditionnellement plus modérée, est depuis le début de la crise sur la même ligne que le KKE. Pour cette raison, elle a dû faire face au départ de son aile réformiste. Quatre députés de cette formation ont quitté le groupe parlementaire, et un nouveau parti, « Gauche réformiste », a été créé, dans le but déclaré de coopérer avec le PASOK. C'est d'ailleurs un candidat de cette formation qui a emporté la mairie d'Athènes.

Le bon résultat du PASOK est donc lié d'une part au manque d'alternatives crédibles, à droite comme à l'extrême gauche. Il faut y ajouter le fait qu'aux dernières municipales, en 2006, c'est la droite qui avait réalisé un bon score. Il paraît difficile pour un électeur d'exprimer son mécontentement en votant pour le pouvoir local en place. Il a donc logiquement préféré l'alternance. La faible participation est, en revanche, un phénomène inquiétant qui ne peut satisfaire ni le gouvernement ni l'opposition. Une lutte efficace contre l'évasion fiscale, contre la corruption et contre le népotisme dans la société grecque seraient un moyen important pour redonner confiance à une population qui est en attente de vrais changements.

Elisabeth Humbert-Dorfmueller

Présidentielle portugaise : la gauche divisée

Le 23 janvier, ix candidats, parmi lesquels le président sortant, Anibal Cavaco Silva, 71 ans, soutenu par la droite seront en lice.

Le poète socialiste Manuel Alegre, 74 ans, soutenu par le PS du Premier ministre José Socrates et par le Bloc de Gauche (BE, extrême gauche), et qui a été reçu à Paris en décembre est crédité de 30% des intentions de vote.

Mais comme en 2006, l'élection présidentielle sera marquée par la division à gauche. Outre Manuel Alegre, il faudra compter avec Defensor Moura un dissident socialiste, et le communiste Francisco Lopes.

Depuis, la perte de sa majorité absolue lors des élections législatives de septembre 2009 le PS perd des points dans les sondages et il est à la fois attaqué par la droite et par la gauche antilibérale.

BRÈVES

Le PS condamne les arrestations

d'opposants au Belarus

Le Parti socialiste a «fermement» condamné «l'usage de la force» contre l'opposition au Bélarus, après la réélection controversée du président Alexandre Loukachenko, et a demandé la «libération immédiate» des quelque 600 opposants arrêtés le 19 décembre dernier.

«Le Partisocialiste, attaché au respect des règles de transparence et d'équité électorale, comme à la liberté de réunion, condamne fermement l'usage de la force contre l'opposition et demande la libération immédiate des militants de l'opposition. Il appelle la Biélorussie à se tourner vers la démocratie et les droits de l'Homme», a déclaré dans un communiqué Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et aux affaires internationales.

Les tribunaux du Bélarus ont infligé mardi jusqu'à 15 jours de détention à près de 600 opposants, menaçant de prononcer des peines allant jusqu'à 15 ans de prison et d'interdire des partis, deux jours après la répression des protestations lors de la présidentielle dimanche.

Sept des neuf candidats d'opposition à la présidentielle avaient été interpellés.

L'autoritaire président qui dirige depuis 16 ans cette ex-république soviétique, Alexandre Loukachenko, a été réélu avec près de 80% des suffrages selon les chiffres officiels.

Vers une reconnaissance d'un État palestinien en 2011 ?

Le «monde entier» pourrait reconnaître un Etat palestinien d'ici un an, a averti le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, Benjamin Ben Eliezer (Avoda), en appelant à une reprise des négociations de paix complètement bloquées.

Cet avertissement survient alors que quatre pays d'Amérique latine - le Brésil, l'Argentine, la Bolivie et l'Equateur - ont reconnu la Palestine comme Etat indépendant et qu'un cinquième, l'Uruguay, s'appête à le faire.

Le dialogue PS SPD continue

Le 13 décembre dernier, une délégation conduite par Jean-Christophe Cambadélis et composée d'Henri Weber, Laurent Baumel, Jean-Louis Bianco, Christian Paul, Jacques-Pierre Gougeon, Elisabeth Humbert-Dorfmueller et Pierre Kanuty s'est rendu à Berlin pour la deuxième rencontre d'un groupe de travail s'était déjà réuni en mars à Paris et qui avait débouché sur une déclaration commune. Le thème était «le gouvernement économique» de l'Europe. D'autres rendez-vous sont prévus pour 2011.

Décès de Carlos Andres Perez

L'ancien président social-démocrate du Venezuela Carlos Andres Perez, décédé le jour de Noël à l'âge de 88 ans, avait exercé deux mandats (1974-1979 et 1989-1993).

Il était né le 27 octobre 1922. Il avait rejoint très jeune ,le



**Nouvelles
Internationales**

Bulletin du Secrétariat Europe - International du Parti socialiste

Parti Démocratique International, précurseur de l'Action Démocratique (AD, social-démocrate), les deux formations fondées par l'ancien président Romulo Betancourt.

Exilé à Cuba et au Costa Rica pour échapper à la dictature du général Marcos Perez Jimenez (1948-1958) il fut ministre de Betancourt de 1959 à 1964, pendant les années du retour du Venezuela à la démocratie puis secrétaire général d'AD en 1969, il gagne l'élection de 1973 et prend ses fonctions en février 1974.

Dès son premier mandat, marqué par le «boom» pétrolier vénézuélien, il cherche à se poser en leader du tiers-monde et nationalise les ressources pétrolières et minières en 1975.

Carlos Andres Perez, «CAP» pour les Venezueliens, avait été vice-président de l'Internationale Socialiste. Très lié au socialiste l'espagnol Felipe Gonzalez, il soutient le mouvement sandiniste nicaraguayen dans sa lutte contre la dictature de Somoza et cherche à faire revenir Cuba dans le système interaméricain.

En 1992, il avait été confronté à deux tentatives de coups d'Etat militaires, dont l'un dirigé par l'actuel président Hugo Chavez.

Impliqué dans des affaires de malversations, il fut incarcéré et il fut amené à quitter son pays.

QUELQUES RENDEZ-VOUS EN 2011

Janvier

élections législatives anticipées en Irlande.
XIe congrès du Parti communiste vietnamien.
Présidence française du G8
1er : début de la présidence hongroise de l'Union européenne.
16 : second tour des législatives en Haïti
23 : élection présidentielle au Portugal (le candidat socialiste est Manuel Alegre) et élections générales au Cameroun.

Février

6-11 : Forum social mondial à Dakar, Sénégal.
20 : élection dans le Land de Hambourg.

Mars

Congrès extraordinaire du SAP
20 : élection dans le Land de Saxe-Anhalt.
27 : élection dans les Länder de Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg.

Avril

VIe Congrès du Parti communiste cubain
7-10 : Congrès du Parti travailliste norvégien (DNA) à Oslo.
15 au 17 : XVIe Congrès du Parti québécois à Montréal.

Juin

1er : début de la présidence polonaise de l'Union européenne.

Septembre

Élection présidentielle en Egypte.
Conférence annuelle du Labour à Liverpool.
4 : élection dans le Land de Mecklembourg-Poméranie orientale.

18 : élection à Berlin.

Octobre

Congrès du PPE à Marseille en présence de Merkel et Berlusconi.
élection présidentielle en Irlande.
23 : élections législatives en Suisse.

Novembre

élections générales au Congo-Kinshasa

Décembre

Fin du mandat de Ban Ki Moon comme secrétaire général de l'ONU.

COMMUNIQUÉS

Répression en Tunisie

[12 janvier 2011]

Le Parti socialiste a suivi avec une grande émotion les graves événements, qui se sont déroulés ces derniers jours en Tunisie, et qui témoignent du désespoir de nombreuses catégories de la population, notamment de la jeunesse. La brutalité avec laquelle le pouvoir a répondu aux revendications sociales et politiques des citoyens aurait fait plusieurs dizaines de morts.

Le Parti socialiste condamne avec force la répression armée contre les manifestants et tient à assurer les familles et les proches des victimes de sa sympathie et de ses condoléances. Il affirme sa profonde solidarité avec les partis, organisations et mouvements démocratiques, qui luttent pour plus de justice sociale, plus de liberté, et avant tout pour plus de considération de la part d'un pouvoir qui reste sourd à leurs revendications. Il demande la libération immédiate des manifestants et opposants arrêtés.

Il ne peut exister de solution durable aux difficultés auxquelles est confronté aujourd'hui le peuple tunisien, sans la garantie effective de l'État de droit et des libertés politiques, sans une véritable ouverture du champ politique, sans davantage de justice sociale et un meilleur partage des richesses. Dans un contexte régional difficile, le choix de maintenir une politique de fermeture et de répression d'une part, et l'enrichissement illicite de quelques familles proches du pouvoir, d'autre part, ne peut à la longue bénéficier qu'aux extrémismes et mettre en danger l'avenir du pays.

Il est temps pour l'Union européenne de proposer, sur les décombres de l'initiative euro-méditerranéenne brouillonne de Nicolas Sarkozy, un véritable projet de co-développement des pays riverains de la Méditerranée, intensifiant le dialogue politique et les relations économiques et faisant avancer les questions des droits de l'homme et les libertés fondamentales. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste demande à l'Union européenne d'exiger, dans toute négociation avec la Tunisie, que ce pays applique la clause de leur accord d'association relative au respect de la démocratie et des droits de l'homme.

Attentifs aux mouvements qui animent le peuple tunisien, les socialistes regrettent le silence pesant des autorités françaises et sont déterminés à engager avec toutes les forces

qui partagent leurs valeurs de liberté et de justice, une nouvelle coopération pour préparer l'avenir de la région.

Violences en Algérie

[12 janvier 2011]

Le Parti socialiste a suivi avec beaucoup d'inquiétude les graves événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans de nombreuses villes d'Algérie. Ils témoignent des souffrances d'une grande partie de la population, notamment des jeunes, victimes d'une situation sociale et économique extrêmement précaire.

Pourtant, l'Algérie est un pays riche et ne manque pas de moyens financiers pour mener de véritables projets de développement économique. Mais il faut pour cela assurer un partage équitable des richesses et développer les droits économiques et sociaux de la population alors qu'aujourd'hui la captation des ressources par une minorité est la règle.

Le Parti socialiste condamne la violence et déplore la mort de plusieurs manifestants au cours de ces événements. Il tient à assurer les familles et les proches des victimes de sa sympathie et de ses condoléances.

Répondre par la force et par la répression aux mécontentements populaires est la pire des solutions.

Attaché aux relations d'amitié entre la France et l'Algérie et entre les deux peuples, le Parti socialiste tient à exprimer sa solidarité avec toutes les forces démocratiques en Algérie qui partagent les valeurs de libertés et de justice, et les assure de sa volonté de les soutenir.

Conseil Européen des 16 et 17 décembre : l'Europe doit enfin prendre des mesures à la hauteur de la crise

[14 décembre 2010]

Alors que les nuages s'accumulent au-dessus de l'Europe – crise de la dette, crise de l'euro, croissance faible et incertaine, chômage de masse –, le Conseil européen des 16 et 17 décembre doit être l'occasion de réagir.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement doivent réaffirmer fortement une priorité : tout faire pour accélérer la reprise économique et préparer les économies européennes à affronter la mondialisation dans les années et les décennies qui viennent. Il serait catastrophique que le nécessaire retour à l'équilibre des finances publiques se fasse au détriment de la croissance et de la préparation de l'avenir.

Le Parti socialiste demande donc des mesures fortes.

Face à la crise de la dette, il est décisif de doter l'Europe de dispositifs pérennes de gestion solidaire des capacités d'emprunt. L'émission d'euro-obligations, via une agence européenne de la dette, comme le demande les 26 partis sociaux-démocrates réunis au sein du PSE, permettrait de sortir l'Europe de l'impasse, en réduisant les écarts de taux entre pays et en apportant les moyens de financer des projets d'investissement d'envergure européenne, dans la recherche, l'industrie, les infrastructures, l'éducation, etc.

Cette proposition, avancée par les socialistes, est défendue par des personnalités très diverses, dont le président de

l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Malheureusement, à cause d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, qui s'est aligné sur la position allemande, ce sujet ne sera même pas mis à l'ordre du jour. Le Parti socialiste proteste vigoureusement face à cette frilosité consternante.

Le Parti socialiste demande également que des négociations soient engagées sur le rôle de la Banque centrale européenne. A l'exemple de la Réserve Fédérale américaine, la BCE doit pouvoir acheter des obligations d'Etat, ce qu'elle a fait au cours de la crise mais sans que cela soit officiellement pérennisé.

Pour accroître nos capacités d'investissement, la question du budget européen doit être ouverte. Dans l'immédiat, et face à la crise, la création d'une taxe sur les transactions financières de 0,05% – proposition portée par le Parti socialiste européen – devrait également être mise à l'ordre du jour. Le produit de cette taxe – 200 milliards d'euros à l'échelle du continent – serait un levier fort pour muscler l'Europe.

L'Union devrait également agir beaucoup plus vigoureusement contre les poisons qui minent la stabilité et la cohésion européenne. La réforme du système bancaire et financier n'avance pas. Le dumping social et fiscal continue. Il est insensé, par exemple, que l'aide nécessaire apportée à l'Irlande n'ait pas été accompagnée, en contrepartie, de l'exigence d'un relèvement de sa fiscalité sur les sociétés mais ait été au contraire assujettie à un plan de rigueur qui minera toute reprise économique. La mise en œuvre des mécanismes du fonds de stabilisation européen doit être conditionnée à des contreparties en terme d'harmonisation fiscale et sociale.

Telles sont les mesures qui seraient à même, dans le court terme, de permettre à l'Europe de lutter contre les désordres monétaires et contre la spéculation sur les dettes souveraines, et dans le long terme, de doter l'Union des moyens de préparer son avenir dans la stabilité.

Afghanistan

[15 décembre 2010]

Trois mois après les élections législatives du 19 septembre en Afghanistan, l'invalidation de près d'un quart des bulletins frauduleux par la Commission électorale indépendante et l'examen de nombreuses plaintes par la Commission des plaintes électorales au sein de laquelle siègent des représentants de l'ONU, la Commission électorale indépendante a annoncé, au début du mois, le résultat définitif de ces élections.

Ce résultat traduit l'échec des candidats favorables au Président Hamed Karzai et la progression de l'opposition politique. C'est la raison pour laquelle le président afghan refuse de convoquer le nouveau Parlement comme la loi l'y oblige. Il se cache derrière une décision du procureur général, qui dépend de lui, pour contester la légitimité des nouveaux élus. Or, selon la loi électorale, seule la Commission électorale indépendante est habilitée, après l'examen des plaintes par la Commission des plaintes électorales, d'annoncer le résultat du scrutin.

Le Parti socialiste demande au secrétaire général de l'ONU, à l'Union européenne et au gouvernement français, engagés dans le processus politique et la stabilisation de l'Afghanistan, de demander au gouvernement afghan de respecter la loi électorale et de convoquer immédiatement le nouveau Parlement élu. L'Afghanistan n'a pas besoin d'une grave crise politique interne qui viendrait compliquer davantage la recherche d'une solution

à la guerre.

Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et à l'international.

Attentats en Iran

[16 décembre 2010]

Le Parti socialiste condamne fermement l'attentat perpétré hier contre une mosquée chiite dans le sud-est de l'Iran. Cette action meurtrière, qui a fait plusieurs dizaines de morts et de blessés, est revendiquée par Joundallah, une organisation terroriste transfrontalière et séparatiste coutumière de ce genre d'opération.

Le Parti socialiste demande aux voisins de l'Iran d'aider ce pays et d'entreprendre des mesures efficaces pour mettre fin aux agissements de cette organisation criminelle.

Il exprime sa sympathie et sa solidarité au peuple iranien et aux familles des victimes.

Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et à l'international.

Nigéria

[27 décembre 2010]

Le Parti socialiste s'inquiète de la flambée de violence qui ensanglante depuis quelques jours le Nigéria. Les affrontements entre chrétiens et musulmans ont fait un nombre important de victimes et cela peut déstabiliser ce pays, le plus peuplé d'Afrique et l'un des plus riches à quelques mois d'élections importantes qui doivent s'y dérouler. Avec ses ressources et les convoitises qu'il peut générer, le Nigéria est un point stratégique de la stabilité de l'ouest africain. Le Parti socialiste

appelle l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'ONU à leur rôle et à aider au plus vite à un retour au calme.

Initiative citoyenne : les socialistes français se réjouissent du vote d'un outil démocratique important

[15 décembre 2010]

Le Parlement européen a voté la création de l'initiative citoyenne, cette pétition qui permettra à un million de citoyens d'obliger la Commission européenne à se prononcer sur un sujet et à produire une proposition législative.

« *C'est l'une des nouveautés les plus intéressantes du traité de Lisbonne*, analyse Sylvie Guillaume, membre suppléante de la Commission des affaires constitutionnelles. C'est l'émergence d'un nouveau pouvoir législatif dans les institutions européennes, au mains des citoyens.

Ce projet déclenche un enthousiasme et un grand intérêt de la part des citoyens. C'est pour cela qu'il est assez regrettable d'entendre aujourd'hui des voix s'élever sur les risques que comporteraient l'initiative citoyenne. Le compromis trouvé avec le Conseil est tout à fait équilibré, et les modalités de recevabilité du projet font que les initiatives abusives ne pourront pas voir le jour. Nous ne devons pas avoir peur des débats que susciteront les citoyens en s'appropriant cet outil. »

« *La création de l'initiative citoyenne est une grande avancée démocratique, dont nous encourageons l'opinion européenne à se saisir pour mobiliser sur des sujets majeurs. Un tel outil pourra efficacement traduire la soif de justice sociale des Européens, par exemple via la proposition d'une taxation des transactions financières, afin que les citoyens ne soient pas seuls à payer les pots cassés de la crise* », conclut Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française.



**Nouvelles
Internationales**

Bulletin du Secrétariat Europe - International du Parti socialiste